

## Le rôle de l'Union européenne dans la lutte contre la déforestation importée

### Déclaration du Groupe Organisations étudiantes et Mouvements de jeunesse

« Nous représentons 5% de la population de la planète mais nous protégeons plus de 80% de sa biodiversité ».

Le 13 mai 2019, nous avons entendu ces paroles ici-même, de la bouche d'un représentant autochtone brésilien de l'Amazonie qui venait nous alerter sur les attaques du gouvernement contre les peuples, les terres et la nature.

Spoliées de leurs terres au profit d'une agriculture déraisonnée, les femmes autochtones sont les premières à subir les conséquences de la pollution des sols et des cours d'eau qu'elles manipulent pour nourrir leurs communautés. À quelles fins ? Permettre la fabrication des produits que nous consommons, et des agro-carburants que nous utilisons.

Au premier rang de cette exploitation excessive et polluante figure la culture des palmiers à huile. Un fait que personne n'ignore. La production d'huile de palme est polluante au point que l'Indonésie, qui en est le premier pays producteur, a émis en 2015 plus de gaz à effet de serre que les États-Unis. Son exploitation excessive menace aussi la diversité des cultures puisque sa production devient, dans certaines régions, la production unique.

Le témoignage qui nous a été apporté par les responsables autochtones nous place devant notre responsabilité. Cette responsabilité, elle ne pèse pas uniquement sur nos choix de consommation individuels. Elle est aussi nationale, européenne et internationale et concerne les choix qui nous sont offerts collectivement. La transition écologique ne doit pas se faire au détriment des plus modestes.

Cette responsabilité appelle donc à une véritable coordination des politiques en matière de transition écologique, et ce dans tous les domaines : industrie, agriculture, énergie, transports... Afin de rationaliser nos chaînes de production et les décarboner.

Cet engagement, nous le devons à ces populations, qui souffrent les premières des conséquences de la déforestation mondiale importée. Mais nous le devons aussi à nous-mêmes, et aux générations à venir. Cet avis le dit, il en va de l'avenir du vivant sur la planète.

C'est pourquoi il faut aller plus vite dans la réforme des filières économiques responsables de la déforestation et mettre en place une véritable solidarité avec les pays producteurs qui hébergent les forêts, afin d'effectuer ensemble la transition vers une gestion durable des ressources.

La France a amorcé des réponses, notamment à travers la Convention citoyenne pour le Climat dont les conclusions permettront d'avancer la politique française de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Mais nous devons aussi être acteurs de la dynamique européenne engagée par la Commission et l'annonce du Pacte vert européen, afin de répondre efficacement à ces problématiques revendiquées par de plus en plus de marcheurs pour le climat en France et à travers le monde.

Il y a un an, la délégation venue d'Amazonie nous appelait à l'aide. Cet avis est une forme de réponse à cet appel, et le groupe y est donc favorable.